

Un « coût » de pompe, ça se soigne !

Tribune de Vincent Clévenot - Directeur Général d'Automobile Club Association



© Jean-Marc Loos

Le coût à la pompe devient vertigineux. C'est simple, nous n'avons jamais payé notre essence aussi chère.

La faute à qui ? Tout d'abord, à la reprise économique mondiale qui tire la demande de pétrole vers le haut. Mais aussi, histoire de compliquer les choses, à l'Organisation Mondiale des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) qui a décidé de réduire sa production. Et, enfin, à des tensions géopolitiques (Libye, Kazakhstan, Ukraine...) qui viennent tendre encore un peu plus un marché qui n'en avait vraiment pas besoin. On l'aura compris, les fluctuations du prix de pétrole sont fixées loin de chez nous et sont imposées par les marchés internationaux sans que nous puissions y faire grand-chose.

Mais l'injustice ne s'arrête pas là. Elle est encore plus criante lorsque l'on sait que l'automobile demeure toujours un moyen de déplacement incontournable, notamment pour près de 8 Français sur 10 qui l'utilisent tous les jours pour se rendre sur leur lieu de travail. Injustice encore, car la cherté des prix à la pompe pénalise en priorité les plus modestes d'entre nous, et ceux qui habitent hors des grandes agglomérations, qui n'ont souvent pas d'autre choix pour se déplacer que d'utiliser leur voiture.

Alors que faire ? Le Gouvernement tente de remédier à la situation par l'instauration d'une indemnité inflation et le relèvement du barème de l'indemnité kilométrique. Deux coups de pouce très appréciables en ces temps difficiles. Mais, restons lucides, nous sommes encore très loin du compte. On ne peut se contenter d'apporter des réponses ponctuelles à une problématique structurelle qui pèse si lourdement sur le budget des ménages et dont on sait que les effets vont s'inscrire dans la durée.

Il existe pourtant une marge de manœuvre importante : agir sur les taxes.

Les taxes représentent près de 60 % du prix à la pompe ! Il y a tout d'abord la TVA à 20 %. S'y rajoute ensuite la TICPE (Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques) qui représente, à

elle seule, 40 % du prix de l'essence. Et comme si cela ne suffisait pas, on applique une couche supplémentaire de TVA sur la TICPE, autrement dit, une taxe sur la taxe. Et, bien entendu, plus le prix à la pompe augmente, plus le poids des taxes augmente. Le Gouvernement rechigne pourtant à les baisser et à se priver d'une partie de cette manne financière. Il est conforté dans cette position par les détracteurs de l'automobile qui restent persuadés que des prix élevés à la pompe sont un frein à l'usage de la voiture.

Mais qu'arriverait-il si le litre de carburant n'était redevable que de la simple TVA classique à 20 % comme tous les autres produits de consommation courante ? Verrait-on pour autant des hordes d'automobilistes assoiffés de kilomètres se précipiter sur les routes ? En 2009, le prix des carburants avait baissé de 11 % sur un an. Le trafic avait-il augmenté ? Non, il avait baissé de 0,8 %... De plus, baisser significativement les taxes qui pèsent sur le carburant, serait un moyen simple, rapide et efficace d'alléger les charges des entreprises et des artisans tout en rendant du pouvoir d'achat aux consommateurs. Tout économiste avisé vous le dira : l'accroissement du pouvoir d'achat des ménages se répercute automatiquement et positivement sur l'économie tout entière. Alors, ne tournons plus autour du pot : aux grands maux, les grands remèdes !